

Einschreiben

Raymonde Richter
Avocate au barreau, Médiatrice FSA,
FSM et CSMC, coach PCC (certifiée ICF)
Escalier du Château 2
Case postale 2250
2001 Neuchâtel

Zürich, 19. Februar 2026

Plainte formelle concernant le commentaire diffusé lors de l'épreuve de bobsleigh aux Jeux olympiques du 16 février 2026

**Madame la Médiatrice Richter,
Mesdames, Messieurs**

Par la présente, j'agis au nom et pour le compte de Lukas Blum ainsi que de Walter L. Blum, lequel intervient tant à titre personnel en tant que plaignant qu'en qualité de représentant de la Société Suisse–Israël, afin de déposer une plainte contre le commentaire d'un journaliste sportif de la RTS diffusé lors de la retransmission en direct de l'épreuve de bobsleigh à deux des Jeux olympiques, avec la participation de l'athlète israélien Adam Edelman, le 16 février 2026 entre environ 9h00 et 13h00.

Par la présente démarche, la plainte est déposée dans le respect des délais légaux.

Rrequête

Il est demandé de constater que le commentaire contesté viole le principe d'objectivité ainsi que le mandat constitutionnel de prestations de la SSR.

Remarque

Dans la mesure où l'on peut en juger, la séquence incriminée a depuis été supprimée. Cela ne dispense toutefois pas l'Ombudsman de son obligation d'examiner et d'évaluer la violation du droit applicable. Au contraire, cette suppression laisse entendre que les responsables éditoriaux eux-mêmes ne se sentaient pas à l'aise avec la diffusion de ce commentaire inapproprié et l'ont retiré de manière anticipée en raison de son incompatibilité avec le droit de la radiodiffusion.

Si nécessaire, un enregistrement de l'émission concernée peut être transmis sous forme électronique.

1. **Objet de la plainte**

Lors de la retransmission en direct, le commentateur a utilisé la compétition comme prétexte à une longue analyse politique et à une évaluation morale de l'athlète Adam Edelman. Il a notamment déclaré ce qui suit :

– M. Edelman se serait lui-même qualifié de « sioniste jusqu'à la moelle ».

Le commentateur a utilisé cette expression de manière péjorative et généralisante. Historiquement, le sionisme est un mouvement politique visant à l'autodétermination du peuple juif et ne saurait être assimilé à des actions militaires ou belliqueuses. Le fait d'associer ce terme à l'accusation de soutien à un « génocide » ou à un « conflit moralement le plus juste de l'histoire » est politiquement chargé, dépourvu de fondement factuel et n'a pas sa place dans une retransmission sportive.

Il n'existe aucune décision juridique ou appréciation historique généralement reconnue qui assimilerait le sionisme à une agression ou à un soutien à la guerre. L'utilisation de ce terme dans ce contexte ne constitue donc pas une description neutre, mais une interprétation politique subjective.

Dans certains milieux politiques, le terme « sioniste » est fréquemment utilisé comme slogan polémique assorti de sous-entendus moraux généralisants. Une telle utilisation ne répond pas aux exigences d'une information objective, différenciée et équilibrée.

Même lorsqu'un athlète adopte une position politique, les jugements politiques personnels n'ont pas leur place dans un commentaire sportif en direct, a fortiori sous une forme dévalorisante. L'usage contesté du terme viole ainsi clairement le principe de l'objectivité.

- Il aurait publié des messages « en faveur du génocide à Gaza ».
- Il aurait qualifié la guerre de « la plus moralement juste de l'histoire ».
- Il se serait moqué d'une inscription « Free Palestine ».
- Il aurait appelé ses abonnés à envoyer « de la force » à un coéquipier impliqué en 2023 dans une opération militaire israélienne à Gaza.
- Sa participation aux Jeux serait dès lors discutable.
- À titre de comparaison, des athlètes russes seraient exclus.

Ces affirmations ont été diffusées sans distance journalistique, sans contextualisation et sans contrepoint, dans le cadre d'un commentaire sportif en direct.

2. **Violation de la pratique de l'Ombudsman concernant la couverture d'Israël**

En 2025, l'Ombudsman (de la Suisse allemand ; https://cz42.objects.nineapis.ch/srgd/cabinet/2026/02/Ombudsstelle_Jahresbericht_2025.pdf) a expressément indiqué que les rédactions de la SSR doivent s'abstenir d'utiliser le terme « génocide » dans le contexte du conflit à Gaza, dans la mesure où une telle qualification relève exclusivement de la compétence de la Cour internationale de justice.

Dans le cas présent, le commentateur a utilisé ce terme de sa propre initiative, sans justification rédactionnelle, par exemple dans le cadre d'un compte rendu judiciaire. Il a ainsi enfreint la pratique établie de la SSR.

3. Violation du principe d'objectivité par des citations

Les propos en question ne constituent pas une information factuelle, mais une appréciation politique et morale.

En particulier :

– L'attribution d'un « soutien au génocide » est juridiquement controversée et politiquement chargée.

– La citation selon laquelle la guerre serait « la plus moralement juste de l'histoire » constitue une opinion personnelle de l'athlète, qui n'a pas sa place dans une retransmission sportive. De plus, l'intéressé n'a pas été confronté à ces propos et n'a pas eu la possibilité d'en expliquer le contexte. Cela contrevient aux principes du journalisme équitable.

4. Remise en cause injustifiée du droit de participation

Israël fait pleinement partie de la communauté olympique. Le Comité national olympique israélien est reconnu sans restriction, et les athlètes israéliens participent pleinement aux Jeux.

Dans ce contexte, la remise en question du droit de participation lors d'un commentaire sportif était dépourvue de fondement et déplacée.

Cette remise en cause a en outre été formulée sans présentation complète des règles applicables du CIO.

Le Comité international olympique applique le principe selon lequel les athlètes ne sont pas responsables de la politique de leurs gouvernements. Les restrictions de participation reposent exclusivement sur des décisions formelles de son Comité exécutif. Israël n'est ni suspendu ni soumis à des restrictions particulières.

Même si de telles questions devaient être abordées, elles auraient dû l'être de manière complète et dans un format journalistique approprié. La présentation retenue a induit le public en erreur.

Même si des questions politiques ou juridiques relatives à la participation devaient être abordées, cela aurait dû se faire de manière correcte, complète et dans un format journalistique approprié. L'allusion, faite dans le commentaire, à une prétendue absence de droit de participation a en revanche laissé entendre au public l'existence d'un problème juridique qui ne correspond pas à la pratique en vigueur du CIO.

Un tel commentaire est trompeur, dépourvu de fondement factuel et inapproprié dans le cadre d'une retransmission sportive. Il dépasse ainsi les limites de l'information objective et viole le principe d'objectivité.

5. Comparaison inadmissible avec la Russie

Le commentateur a établi un parallèle direct entre M. Edelman et des athlètes russes exclus en raison de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

Cette comparaison est factuellement erronée et trompeuse. La Russie mène une guerre d'agression contraire au droit international. Le conflit à Gaza est juridiquement et politiquement différent et fait suite à des attaques terroristes massives constituant le premier acte de ce conflit, dirigées contre la population civile israélienne et perpétrées par le Hamas.

Cette assimilation déforme la réalité et induit le public en erreur quant au contexte juridique et politique réel.

6. Confusion inadmissible entre sport et politique

Un commentaire sportif sert à évaluer objectivement les performances sportives. Les accusations politiques et les jugements moraux n'ont pas leur place dans les chaînes publiques, et encore moins dans ce format.

Dans le cas présent, l'expression d'opinions politiques personnelles a dominé le reportage, au lieu d'évaluer de manière appropriée les performances sportives de l'équipe israélienne. Le commentaire a ainsi manqué à sa mission première.

La performance sportive historique de l'équipe israélienne, qui a participé aux Jeux olympiques sans entraîneur et sans structures professionnelles dans le domaine du bobsleigh, aurait présenté un intérêt factuel considérable pour le public. Cependant, ces aspects ont été largement occultés et tout ce qui concernait la descente des Israéliens a été marginalisé.

En se concentrant sur des évaluations politiques, le public n'a pas été informé de manière appropriée et n'a pas été en mesure d'évaluer correctement la performance sportive dans son contexte.

Le format de la retransmission sportive en direct a ainsi été détourné de son objectif et la SSR n'a pas rempli sa mission de service public.

7. Instrumentalisation activiste et manque de distance

Le choix des termes, les exagérations morales et la comparaison avec la Russie témoignent d'une prise de position politique personnelle.

Les propos manquaient de distance journalistique et relevaient d'une approche militante.

Cela contrevient au mandat constitutionnel de la SSR de fournir une information objective, équilibrée et factuelle et de favoriser un débat public rationnel et pluraliste.

8. Personnalisation disproportionnée

Le commentateur a fait d'un athlète individuel l'objet d'un règlement de comptes politique.

M. Edelman a été publiquement discrédité sans possibilité de se défendre. Sa performance sportive a été dévalorisée par des accusations politiques.

Cela s'apparente à une mise au pilori médiatique et viole la responsabilité journalistique envers les personnes concernées. Une telle présentation ne contribue ni à la formation d'une opinion diversifiée ni à une information correcte du public.

9. Conclusion

En résumé :

- Le commentateur a utilisé des termes politiquement controversés sans contextualisation.
- Il s'est écarté de la pratique établie de la SSR.
- Il a violé le principe d'objectivité par une présentation unilatérale.
- Il a établi des comparaisons trompeuses.
- Il a confondu sport et politique.
- Il a manqué de distance.
- Il a personnalisé le conflit de manière disproportionnée.

Le commentaire incriminé ne répondait donc pas aux exigences légales en matière de programmation, qui imposent une couverture médiatique objective, équilibrée et conforme au format.

Je prie l'Ombudsman d'examiner la présente plainte et de constater que le commentaire enfreint les principes du service public audiovisuel.

Avec mes salutations distinguées



Mirjam Teitler

Texte allemand original à des fins de compréhension

Sehr geehrte Ombudsfrau Richter
Sehr geehrte Damen und Herren

Hiermit reiche ich im Namen und Auftrag von Lukas Blum sowie Walter L. Blum, der sowohl persönlich als Beanstander als auch als Vertreter der Gesellschaft Schweiz–Israel auftritt, eine Beanstandung gegen den Kommentar eines RTS-Sportkommentators während der Live-Übertragung des olympischen Zweierbob-Wettkampfs mit Beteiligung des israelischen Athleten Adam Edelman am **16. Februar 2026 zwischen ca. 9.00 und 13.00 Uhr** ein. Mit der heutigen Einreichung erfolgt die Beanstandung fristgerecht.

Antrag:

Es sei festzustellen, dass diese Kommentierung gegen das Sachgerechtigkeitsgebot sowie gegen den verfassungsmässigen Leistungsauftrag der SRG verstösst.

Anmerkung:

Soweit ersichtlich, wurde die beanstandete Berichterstattung inzwischen entfernt. Dies entbindet die Ombudsstelle jedoch nicht von der Pflicht, den zugrunde liegenden Rechtsverstoss zu prüfen und zu beurteilen. Vielmehr zeigt es auf, dass sich auch die zuständigen Medienschaffenden mit der Abrufbarkeit dieses unangemessenen Kommentars nicht wohl fühlten und ihn wegen des Verstosses gegen das Rundfunkrecht vorausseilend entfernt haben.

Soweit erforderlich, kann eine Aufzeichnung der fraglichen Sendung in elektronischer Form nachgereicht werden.

Begründung:

1. Gegenstand der Beanstandung

Während der Live-Übertragung nutzte der Kommentator den Wettkampf für eine längere politische Einordnung und moralische Bewertung des Athleten Adam Edelman. Dabei tätigte er unter anderem folgende Aussagen:

– Edelman bezeichne sich selbst als «sioniste jusqu'à la moelle» («Zionist bis ins Mark»).

Der Kommentator verwendete den Begriff «sioniste jusqu'à la moelle» («Zionist bis ins Mark») in abwertender und pauschalisierender Weise. Historisch ist der Zionismus eine politische Bewegung zur Selbstbestimmung jüdischer Menschen, die nicht mit militärischen oder kriegspolitischen Handlungen gleichzusetzen ist. Die im Kommentar vorgenommene Verknüpfung dieses Begriffs mit dem Vorwurf der Unterstützung eines «Genozids» oder eines «moralisch gerechtesten Kriegs» ist politisch aufgeladen, sachlich nicht begründet und hat in einer Sportberichterstattung nichts verloren.

Es existiert kein allgemein anerkannter juristischer Beschluss oder eine historische anerkannte Bewertung, die den Begriff «Zionismus» mit Aggression oder Kriegsbefürwortung gleichsetzt. Die Verwendung des Begriffs in diesem Zusammenhang stellt daher keine neutrale Beschreibung, sondern eine wertende politische Interpretation dar.

Im öffentlichen Diskurs wird der Begriff «Zionist» in bestimmten politischen Kreisen häufig als polemisches Schlagwort verwendet und mit pauschalen moralischen Unterstellungen verbunden. Eine solche Verwendung entspricht nicht den Anforderungen an eine sachgerechte, differenzierte und ausgewogene Berichterstattung.

Selbst wenn sich ein Athlet politisch positioniert, gehören persönliche politische Bewertungen nicht in einen Live-Sportkommentar, insbesondere nicht in wertender oder diskreditierender Form. Der beanstandete Gebrauch des Begriffs verstösst daher klar gegen das Sachgerechtigkeitsgebot.

- Er habe Beiträge veröffentlicht «en faveur du génocide à Gaza» («zugunsten des Genozids in Gaza»).
- Er habe den Krieg als «la guerre la plus moralement juste de l'histoire» («der moralisch gerechteste Krieg der Geschichte») bezeichnet.
- Er habe sich über eine «Free Palestine»-Aufschrift lustig gemacht.
- Er habe seine Follower aufgefordert, einem Teammitglied «de la force» zu senden, das 2023 an einer israelischen Militäroperation in Gaza beteiligt gewesen sei.
- Seine Teilnahme an den Olympischen Spielen sei deshalb fraglich.
- Im Vergleich dazu würden russische Athleten ausgeschlossen.

Diese Aussagen wurden ohne journalistische Distanz, ohne Einordnung und ohne Gegenperspektive im Rahmen eines Live-Sportkommentars verbreitet.

2. Verstoss gegen die Ombudspraxis der SRG-Deutschweiz zur Israel-Berichterstattung

Die Ombudsstelle hat 2025 ausdrücklich festgehalten, dass die Redaktionen der SRG den Begriff «Genozid» im Zusammenhang mit dem Gaza-Krieg bewusst nicht verwenden sollen, da eine völkerrechtliche Feststellung ausschliesslich dem Internationalen Gerichtshof obliegt.

Im vorliegenden Fall verwendete der Kommentator diesen Begriff eigenständig und ohne dass es dafür eine redaktionelle Veranlassung geben würde, etwas weil er über eine Gerichtsverhandlung in diesem Zusammenhang berichtet. Damit verstösst er gegen die etablierten Praxis der SRG.

3. Verletzung des Sachgerechtigkeitsgebots durch Zitate

Die genannten Aussagen stellen keine sachliche Information dar, sondern eine politische und moralische Wertung.

Insbesondere:

- Die Zuschreibung einer «Unterstützung des Genozids» ist juristisch hoch umstritten und politisch aufgeladen (vgl. oben SRG-Praxis dazu).
- Die Zitierung von Edlmann, wie er sich über den Krieg geäussert haben soll, als «moralisch gerechtester Krieg der Geschichte» ist eine Meinungsäusserung des Athleten die hier in der Sportberichterstattung nichts verloren hat. Überdies wird er mit seinen angeblichen Äusserungen nicht konfrontiert und hat daher keine Möglichkeit zu erläutern, in welchem Kontext sie allenfalls gefallen sind oder wie er es gemeint hat und wo er steht. Dies widerspricht dem Prinzip von fairem Journalismus.

4. Die Infragestellung der Teilnahmeberechtigung erfolgte ohne vollständige Darstellung der IOC-Regelung.

Israel ist ohne Einschränkungen und ohne Vorbehalte Teil der olympischen Gemeinschaft. Das israelische Nationale Olympische Komitee ist regulär anerkannt, und israelische Athletinnen und Athleten nehmen uneingeschränkt an Olympischen Spielen teil. Vor diesem Hintergrund hatte eine Infragestellung der Teilnahmeberechtigung im Rahmen der Kommentierung eines Bob-Wettkampfs keinerlei sachliche Grundlage und war in diesem Kontext fehl am Platz.

Die Infragestellung der Teilnahmeberechtigung von Herrn Edelman erfolgte zudem ohne vollständige und sachgerechte Darstellung der einschlägigen IOC-Regelungen.

Das Internationale Olympische Komitee (IOC) vertritt ausdrücklich den Grundsatz, dass Athletinnen und Athleten nicht für die Politik ihrer Regierungen verantwortlich gemacht werden. Teilnahmebeschränkungen erfolgen ausschliesslich aufgrund klarer, formeller Beschlüsse des IOC-Exekutivrats. Israel ist weder suspendiert noch bestehen besondere Teilnahmeauflagen; das israelische Nationale Olympische Komitee ist regulär anerkannt.

Selbst wenn politische oder rechtliche Fragen zur Teilnahme thematisiert werden sollen, hätte dies korrekt, vollständig und in einem dafür geeigneten journalistischen Format erfolgen müssen. Die im Kommentar vorgenommene Andeutung einer mangelnden Teilnahmeberechtigung suggerierte dem Publikum hingegen eine rechtliche Problemlage, die nach geltender IOC-Praxis nicht besteht.

Eine solche Kommentierung ist irreführend, sachlich nicht begründet und für eine Sportübertragung unangemessen. Die Kommentierung überschreitet damit die Grenze sachlicher Information und verstösst gegen das Sachgerechtigkeitsgebot.

5. Unzulässiger Vergleich mit Russland

Der Kommentator stellte einen direkten Vergleich zwischen Herrn Edelman und russischen Athleten her, die aufgrund des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine ausgeschlossen wurden.

Dieser Vergleich ist sachlich unzutreffend und irreführend. Russland führt einen völkerrechtswidrigen Angriffskrieg gegen die Ukraine. Der Gaza-Krieg ist völkerrechtlich und politisch grundlegend anders gelagert und steht im Zusammenhang mit massiven Terrorangriffen, die den Erstschlag in diesem Konflikt darstellten und sich gegen die israelische Zivilbevölkerung richteten. Diese Angriffe wurden von der Hamas aus eigener Initiative gegen den souveränen Staat Israel verübt.

Die vorgenommene Gleichsetzung verzerrt die Realität und täuscht das Publikum über die tatsächlichen rechtlichen und politischen Hintergründe.

6. Unzulässige Vermischung von Sport und Politik

Ein Sportkommentar dient der sachlichen Einordnung sportlicher Leistungen. Politische Anklagen und moralische Abrechnungen gehören nicht in zur Aufgabe öffentlich-rechtlicher Sender und schon gar nicht in dieses Format.

Im vorliegenden Fall dominierte die Kundgabe persönlicher politischer Ansichten die Berichterstattung, anstatt die sportliche Leistung des israelischen Teams angemessen einzuordnen. Damit wurde die eigentliche Aufgabe des Kommentars verfehlt.

Die historische sportliche Leistung des israelischen Teams, das ohne Trainer und ohne professionelle Strukturen im Bobsport an den Olympischen Spielen teilnahm, wäre für das Publikum von erheblichem sachlichem Interesse gewesen. Diese Aspekte wurden jedoch weitgehend ausgeblendet und alles sportliche zur Abfahrt der Israeli marginalisiert.

Durch die Fokussierung auf politische Wertungen wurde das Publikum nicht sachgerecht informiert und war nicht in der Lage, die sportliche Leistung in ihrem Kontext angemessen einzuordnen.

Damit wurde das Format der Live-Sportübertragung zweckentfremdet und der Leistungsauftrag der SRG SSR verfehlt.

7. Aktivistische Instrumentalisierung und fehlende Distanz

Die Auswahl der Begriffe, die moralische Zuspitzung sowie der Russland-Vergleich lassen auf eine persönliche politische Haltung des Kommentators schliessen.

Die Aussagen waren nicht von journalistischer Distanz geprägt, sondern von aktivistischer Motivation.

Dies widerspricht dem verfassungsrechtlichen Auftrag der SRG SSR, demokratierelevante Informationen sachgerecht, ausgewogen und faktenbasiert zu vermitteln sowie einen rationalen und pluralistischen öffentlichen Diskurs zu fördern und unsachliche Polemik zu vermeiden.

8. Unverhältnismässige Personalisierung

Der Kommentator machte einen einzelnen Athleten zum Objekt einer politischen Abrechnung.

Herr Edelman wurde öffentlich moralisch diskreditiert, ohne Möglichkeit zur Stellungnahme. Seine sportliche Leistung wurde im Zusammenhang mit politischen Vorwürfen abgewertet.

Dies kommt einer medialen Prangerwirkung gleich und verletzt die journalistische Verantwortung gegenüber Einzelpersonen. Eine solche Darstellung leistet weder einen Beitrag zur vielfältigen Meinungsbildung noch zur sachgerechten Information der Öffentlichkeit oder zur Entfaltung der grundrechtlich geschützten Meinungsfreiheit.

9. Zusammenfassung

Zusammenfassend halte ich fest:

- Der Kommentator verwendete politisch hoch umstrittene Begriffe ohne Einordnung.
- Er wich von der etablierten Ombudspraxis der SRG ab.
- Er verletzte das Sachgerechtigkeitsgebot durch einseitige Wertung.
- Er stellte irreführende Vergleiche her.
- Er vermischte unzulässig Sport und Politik.
- Er agierte ohne ausreichende Distanz.
- Er personalisierte den Konflikt unverhältnismässig.

Der beanstandete Kommentar entsprach damit nicht den programmrechtlichen Anforderungen an eine sachgerechte, ausgewogene und formatgerechte Berichterstattung.

Ich ersuche die Ombudsstelle daher, diese Beanstandung zu prüfen und festzustellen, dass der Kommentar gegen die Grundsätze des öffentlich-rechtlichen Rundfunks verstossen hat.

Freundliche Grüsse



Mirjam Teitler